

505 L17 271 / 9

6133

(19 h1)

Règlement des dettes et créances de la S.N.C.F.  
à l'égard des constructeurs belges -

Dépêche du M. des Fin. au M.T.P.	20. 2.41
Copie à la S.N.C.F.	20. 2.41
Dépêche du M.T.P. au M. des Fin.	21. 3.41
Dépêche du M.T.P. à la S.N.C.F.	21. 3.41

V. D. 2003 : Etat des commandes de  
matériel du fait de l'oc-  
cupation.



SECRETARIAT D'ETAT  
AUX COMMUNICATIONS

Paris, le 221 mars 1941.

-----  
Direction générale  
des Transports

C O P I E

-----  
5ème Bureau

LE SECRETAIRE D'ETAT

-----  
M.R. I - 7

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration  
de la Société Nationale des Chemins de fer.

Par lettre du 31 décembre 1940, vous m'avez demandé des instructions pour le règlement des commandes de matériel roulant passées par la S.N.C.F. avec des constructeurs belges antérieurement au 10 mai 1940 pour le compte de l'Etat français (Direction des Carburants).

Ce Service relevant de l'autorité de M. le Ministre de la Production Industrielle, j'ai fait connaître à ce dernier - par ma lettre du 3 février 1941 dont une copie vous a été adressée - le point de vue de mon Administration tel qu'il était défini par un rapport du Service Technique des Transports d'une part, par un rapport de la Mission de l'Inspection générale des Finances d'autre part.

M. le Ministre des Finances, saisi également de la question, m'a fait part de ses observations dans une lettre du 20 février 1941. Il estime que la solution n°2, que vous avez suggérée dans votre lettre précitée du 31 décembre 1940, doit être retenue. Elle consisterait en une compensation générale entre les dettes et les créances de la S.N.C.F. - et le solde restant dû - soit belgas : 1.729.277,30 (2.113.028 - 383.750,70) serait versé à l'Office des Changes, qui en assurerait le transfert aux créanciers, à charge pour ces derniers d'assurer entre eux les compensations nécessaires, sous le contrôle de l'Association internationale des constructeurs de matériel roulant.

Après examen, j'ai reconnu que cette solution est en effet préférable, car elle permettra à la S.N.C.F. de recouvrer immédiatement l'intégralité de sa créance.

Je vous invite, en conséquence, à verser sans délai la somme de 1.729.277,30 belgas à l'Office des Changes (Service de la Compensation).

J'adresse copie de la présente dépêche à M. le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle (Direction des Carburants)

Pour le Ministre et par autorisation  
Le Directeur Général des Chemins de fer et des  
Transports,  
signé: CLAUDON.

## REPUBLIQUE FRANCAISE

SECRETARIAT D'ETAT  
AUX COMMUNICATIONSDirection Générale  
des Transports

5ème Bureau

M.R. : 1-7

C O P I E

Paris, le 21 mars 1941

## LE SECRETAIRE D'ETAT

à Monsieur le MINISTRE SECRETAIRE D'ETAT  
à l'Economie Nationale et aux Finances  
(Direction des Finances extérieures et  
des changes)

Par lettre n° 1114 du 20 février 1941, vous m'avez fait connaître votre avis sur la question de l'apurement des comptes correspondant aux commandes de matériel roulant passées à certains constructeurs belges pendant la guerre, par la Société Nationale des Chemins de fer, pour le compte de l'Etat français (Direction des Carburants), question dont vous avez été saisi, en même temps que mes Services, par lettre du 31 décembre 1940 de la S.N.C.F.

Il ressort de l'étude du dossier que la S.N.C.F. :

1°- est redevable à des constructeurs belges de  
2.648.803 belges ;

2°- possède sur les constructeurs belges une créance de  
919.525 belges ;

3°- est créancière de l'Etat belge pour une somme indéterminée, mais qui peut se chiffrer sans doute par plusieurs centaines de millions, notamment au titre des transports de réfugiés belges.

La solution la meilleure pour les finances de l'Etat français et pour celles de la S.N.C.F. consisterait évidemment en une compensation générale portant sur ces trois éléments. Ainsi, la S.N.C.F. n'aurait rien à décaisser à l'heure actuelle et pourrait imputer sa dette résiduelle envers des nationaux belges sur la créance globale qu'elle détient sur l'Etat belge. Cette solution n'a cependant pas été retenue par vos Services, car elle soulèverait sans doute certaines difficultés d'application du fait qu'une dette envers des particuliers ne peut entrer en compensation avec une créance sur un Etat.

.....



Il reste donc à envisager la compensation entre les créances et les dettes attachées aux constructeurs belges d'une part, la S.N.C.F. d'autre part. C'est la solution dont vous vous déclarez nettement partisan, dans votre lettre du 20 février dernier, bien qu'elle ne soit pas rigoureusement conforme au protocole du 11 janvier 1941 sur les paiements franco-belges.

D'accord avec mes Services, je me rallie à cette solution. J'autorise, en conséquence, la S.N.C.F. à payer le solde de compensation, soit 1.720.277,50 belgas à l'Office des Changes qui assurera le transfert de cette somme aux créanciers, à charge pour ces derniers d'assurer entre eux les compensations nécessaires, sous le contrôle de l'Association internationale des Constructeurs de matériel roulant.

J'adresse copie de la présente dépêche à la Société Nationale des Chemins de fer.

Pour le Ministre et par autorisation,

Le Directeur Général des Chemins  
de fer et des Transports,

Signé : René CLAUDON.

Paris, le 20 février 1941.

MINISTRE  
des  
FINANCES

Direction  
Finances extérieures  
et changes

n° 1.116

COPIE

Bureau J.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint copie de la lettre que j'adresse à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications, au sujet des dettes et créances de la S.N.C.F. à l'égard de constructeurs belges de matériel roulant.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

LE MINISTRE  
SECRETAIRE D'ETAT AUX FINANCES,

P. le Ministre Secrétaire d'Etat  
aux Finances

Le Directeur des Finances  
Extérieures et des Changes,

signé: COUVE de MURVILLE.

Monsieur le Président du Conseil  
d'Administration de la Société Nationale  
des Chemins de fer Français  
88, rue Saint-Lazare  
PARIS



MINISTÈRE  
des FINANCES

20 février 1941.

Direction  
Finances extérieures  
et changes.

Le Ministre Secrétaire d'Etat  
aux FINANCES

Bureau J.-

à Monsieur le Secrétaire d'Etat aux COMMUNICATIONS

1.114

Dettes et créances de  
la S.N.C.F. à l'égard  
de constructeurs bel-  
ges de matériel rou-  
lant.

La S.N.C.F. (Direction des Services financiers)  
me communique copie de la lettre qu'elle vous a adres-  
sée le 31 décembre 1940 au sujet des commandes de maté-  
riel roulant qu'elle a passées avec des constructeurs  
belges antérieurement au 10 mai 1940 pour le compte  
de l'Etat français (Ministère des Travaux Publics -  
Direction des Carburants).

Cette lettre pose notamment la question du  
règlement aux constructeurs belges des sommes qui leur  
restent dues et du recouvrement des créances que la  
S.N.C.F. possède sur certains de ces constructeurs.

La S.N.C.F. est redevable d'une somme de Bel-  
gas : 2.648.803 au titre de matériel livré; elle a ver-  
sé d'autre part des acomptes d'un montant de belgas :  
919.525,70. Sans préjuger de la résiliation éventuelle  
des marchés afférents au matériel non livré, la  
S.N.C.F. se proposerait tout d'abord de déduire de sa  
dette à l'égard de chaque constructeur, les acomptes  
qu'elle lui a versés et qui n'ont été suivis d'aucune  
livraison.

Le tableau suivant fait ressortir d'une part,  
les sommes restant à payer pour du matériel livré et les  
acomptes versés par la S.N.C.F. pour du matériel non en-  
core livré; d'autre part, les sommes restant dues à  
chaque constructeur après compensation et les acomptes  
restant dus par certains de ces constructeurs après com-  
pensation.

.....

Constructeurs	Sommes restant : à payer aux constructeurs pour matériel livré	Accaptes versés : par la S.N.C.F. : pour du matériel non livré	Sommes restant : dues au cons- tructeurs. (après compen- sation)	Accaptes res- tant dus par le construc- teur. (après compensation)
Sté Baume et Marpent	579.600	282.100	297.500	
Sté Anglo-Franco-Belge	588.080	195.300	332.780	
Sté La Brugeoise et Nicaise	734.519,50		734.519,50	
Les Ateliers Métallur- giques	523.356,50		523.356,50	
Usines de Braine-le- Comte	179.025		179.025	
Usines Ragheno		500.000		500.000
Ateliers de la Dyle	58.575	142.125,70		83.750,70
Forges de Baine-Saint- Pierre	45.847		45.847	83.750,70
	2. 648.803,00	919.525,70	2.113.028,00	383.750,70

La S.N.C.F. suggère :

1°) - soit de verser le montant des sommes dues aux constructeurs après compensation, c'est-à-dire Belgas : 2.113.028, à l'Office des Changes (Service de la Compensation), en application du décret du 25 mai 1940. Elle resterait alors créancière des Ateliers de la Dyle et des Usines Ragheno pour un montant de belgas : 383.750,70. La lettre de la S.N.C.F. est antérieure à la conclusion du protocole sur les paiements franco-belges du 11 janvier 1941. Si cette proposition était retenue, la dette de la S.N.C.F. pourrait maintenant être transférée aux créanciers et la S.N.C.F. pourrait recouvrer le montant de sa créance dans le cadre du protocole du 11 janvier. Le cours de change applicable aux transferts, dans l'un et l'autre sens, serait de frs: 1,44 pour un franc belge.



2°) - soit d'opérer une compensation générale entre ses dettes et ses créances.

Le solde restant dû par la S.N.C.F. soit belgas : 1.729.277,30 (2.113.028 - 383.750,70) serait versé à l'Office des Changes qui en assurerait le transfert aux créanciers, à charge pour ces derniers d'assurer entre eux les compensations nécessaires, sous le contrôle de l'Association Internationale des Constructeurs de Matériel Roulant.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que la première solution serait celle qui serait la plus rigoureusement conforme au protocole du 11 janvier; mais la seconde me semble préférable, car elle permettrait à la S.N.C.F. de recouvrer immédiatement l'intégralité de sa créance et je ne vois, à première vue, aucun motif pour qu'elle ne soit pas admise aussi bien du côté belge que du côté français.

Je ne puis qu'attirer votre attention sur l'intérêt qui s'attache au prompt règlement de la question. La S.N.C.F. risque si elle ne procède pas prochainement aux paiements à sa charge, de se voir réclamer des intérêts de retard par l'Office des Changes (Service de la Compensation), conformément aux indications données dans l'Instruction relative au protocole sur les paiements franco-belges du 11 janvier, publiée au J.O. du 23 janvier.

Par ailleurs, l'Association Internationale des Constructeurs de Matériel Roulant, par une lettre du 14 janvier, ci-jointe en copie, a vivement insisté pour une solution rapide.

Je vous serais ~~xx~~, en conséquence, obligé de bien vouloir me tenir informé de la suite que vous aurez cru devoir donner à la présente lettre.

Pour le Ministre Secrétaire d'Etat  
aux Finances

Le Directeur des Finances  
Extérieures et des Changes

signé: COUVE de MURVILLE.